

LA LETTRE DE DLF CHAMPAGNE-ARDENNE

DÉFENSE DE LA LANGUE FRANÇAISE – DÉLÉGATION CHAMPAGNE-ARDENNE

Présidente : Nadine Najman

Secrétaire : Francis Debar

Siège social chez la présidente :

3, rue Hannequin, 51100 Reims

Lettre n° 130 – mai 2016

Réunion du samedi 28 mai 2016

En première partie de séance, Nadine Najman a présenté ses réflexions à propos de :

Quinze mots (ou expressions) parasites et autres tics de langage à la mode

La langue française est enlaidie, affaiblie, parasitée par des tics, des manies, des aberrations syntaxiques, des détournements de sens absurdes. La propagation de ce massacre se fait par imitation et les responsables sont de tous les âges car la tendance à suivre des modes et des modèles n'est pas réservée à la jeunesse. Cependant, les très jeunes gens sont les plus actifs en la matière car ils sont les plus influençables. C'est compréhensible et même inévitable. En effet, pour devenir adulte et apprendre à vivre en société, tout adolescent normalement constitué a besoin de se dégager des références et des exemples familiaux pour se trouver d'autres références, suivre d'autres exemples, et ce dans tous les domaines : habillement, coiffure, manières, idées, goûts, et bien entendu langage.

Avec le temps, selon la nature et la qualité des modèles mis à sa disposition, il apprendra plus ou moins bien à développer son indépendance, sa personnalité et sa réflexion. D'où l'importance de la nature et de la qualité desdits modèles ! Cette vaste question, en rapport direct avec notre sujet, déborde toutefois de ce dernier : il vaut mieux en revenir à nos moutons (de Panurge).

1) Tendance

Je commence par ce mot car j'aurais pu l'employer dans le titre ci-dessus, à la place de « à la mode », si la fréquence de son emploi ne me l'avait rendu insupportable. Il a été mis au goût du jour dans les milieux de la haute-couture, des affaires, de la publicité, de la presse, et s'est répandu dans toutes les couches de la société. Certains ont ajouté ce mot à leur vocabulaire sans réfléchir, sans presque s'en rendre compte ; d'autres l'ont fait en croyant se placer ainsi à la pointe de la nouveauté et de l'originalité. Aujourd'hui, il est déjà tellement usé qu'il commence à devenir ringard. Tant mieux s'il disparaît de la scène ! Mais il y aura encore beaucoup de ménage à faire.

2, 3 et 4) En fait, effectivement, bien évidemment

Voilà trois béquilles interchangeables, servant d'introduction à n'importe quoi. Elles servent aussi de ponctuation à n'importe quel endroit de la phrase. De plus, elles permettent de meubler et de gagner du temps pendant qu'on pense à la suite.

– *En fait, je vais tenter de vous expliquer, bien évidemment, de quelle façon va se dérouler le programme que nous avons élaboré, effectivement, pour les trois jours à venir.*

5) Si vous voulez

Autre expression parasite servant à meubler le propos. Avec celle-ci, en plus, on tente d'impliquer l'auditeur, de le faire participer. Naguère, on utilisait « n'est-ce pas » dans les mêmes conditions :

– *Moi, si vous voulez, je suis d'avis que la conjoncture exige, si vous voulez, de faire appel aux forces armées.*

6) Voilà, donc voilà

Autre béquille, utilisée à l'oral en guise de conclusion à n'importe quel propos banal, comme si c'était le point final d'une rigoureuse démonstration. Le « CQFD » du pauvre !

Sa version longue se prononce le plus souvent en ajoutant une deuxième syllabe au mot « donc » et en appuyant dessus : *Doncque... voilà.*

7) Trop

Par une abusive extension de sens, l'adverbe « trop » est de plus en plus employé comme un synonyme de « très » (*Elle est trop sympa*), voire comme un adjectif signalant des qualités si nombreuses et si exceptionnelles qu'il n'existe pas de mots pour le dire (*Il est trop*).

Ce mot n'est pas pour autant interdit et l'on pourra toujours continuer à s'exclamer : « C'est trop ! Vous êtes trop généreux ! Vous n'auriez pas dû ! », même si on ne le pense pas...

8) J'avoue

Cet apparent aveu de culpabilité signifie tout simplement « Oui, je suis d'accord » :

– *Franchement, Untel, il est génial !*

– *J'avoue.*

9 et 10) Carrément, c'est clair

En utilisant l'une ou l'autre de ces formules (au lieu de « évidemment, bien sûr, parfaitement...), le locuteur approuve et renforce les propos de son interlocuteur :

– *Tu aimes les BD ?*

– *Carrément.*

Ou bien :

– *C'est clair.*

11) En même temps

Cet adverbe qui signifie « simultanément, ensemble » est bizarrement employé, depuis quelques années, pour ajouter une explication ou une justification à ce qui vient d'être dit :

– *J'ai pas invité Unetelle. En même temps, j'peux pas inviter tout le monde.*

D'autres fois, c'est l'inverse. Il prend alors le sens de « pourtant, cependant » et introduit une remarque venant s'opposer à ce qui vient d'être dit :

– *Untel est nul dans toutes les matières. En même temps, il a pas l'air de s'en faire pour le bac.*

12) Genre

Ce mot est souvent utilisé à tort pour marquer l'approximation (au lieu de *environ, au bas mot, à vue de nez, peut-être, plutôt*) :

– *Son frère il a genre vingt ans.*

– *Sa cousine elle habite, genre, à dix minutes de la gare.*

13) J'dis ça, j'dis rien

Cette expression modératrice accompagne toujours une réflexion que le locuteur trouve importante mais sur laquelle il n'ose pas insister par crainte d'avoir l'air de donner un ordre ou une leçon :

– *Peut-être que tu devrais faire le plein avant de prendre l'autoroute. Enfin, j'dis ça, j'dis rien !*

14 et 15) Entre parenthèses, entre guillemets

Ces signes de ponctuation ne servent pas du tout à la même chose. Rarement confondus à l'écrit, ils le sont pourtant de plus en plus souvent à l'oral. Or, le signe ou l'expression « entre parenthèses » indique toujours le caractère accessoire d'une remarque au sein d'un discours, tandis que « entre guillemets » permet de mettre en valeur un mot ou un groupe de mots tout en montrant une certaine distanciation.

Exemple écrit :

– *J'ai dîné chez X vendredi (sa femme est une beauté) et j'y ai fait la connaissance d'un type qui nous a révélé le passé « douteux » de notre ami Z.*

La même phrase à l'oral :

– *J'ai dîné chez X vendredi, entre parenthèses sa femme est une beauté, et j'y ai fait la connaissance d'un type qui nous a révélé le passé entre guillemets douteux de notre ami Z.*

Grâce aux parenthèses, le locuteur signale d'abord qu'il est sensible au charme de madame X mais que ce n'est pas là l'essentiel de son propos. Ensuite, il passe à une information qu'il juge plus intéressante mais la place entre guillemets, de façon à insister dessus sans pour autant l'assumer personnellement.

Nadine Najman a terminé sur ces mots : « Je vais m'arrêter là, bien que le sujet soit encore loin d'être épuisé. » Et la salle lui a aussitôt donné raison en ajoutant quelques mots et expressions qui auraient pu figurer dans sa liste, comme le fameux « **tout à fait** » que d'aucuns utilisent à tour de bras, le trouvant sans doute plus élégant, moins banal qu'un bon vieux « oui ». Les exemples frôlant le ridicule abondent, en particulier dans les jeux radiophoniques ou télévisés :

– *Notre première candidate s'appelle Martine.*

– *Tout à fait.*

Si le prénom de cette dame n'était pas « tout à fait » Martine, ce serait quoi ? Seulement Mar ? Ou seulement Tine ?

– *Je crois savoir que vous habitez à Lyon.*

– *Tout à fait.*

Sa maison ou son appartement sont donc situés entièrement dans cette ville, pas seulement à moitié. C'était important de le faire savoir, sinon qui s'en serait douté ?

*

* *

La parole a été ensuite donnée à notre conférencier du jour, **Bernard Boller**, élu vice-président de notre délégation en mars dernier. Né à Paris, il y a effectué toute sa carrière professionnelle dans le secteur de l'imprimerie, de la photogravure et de l'édition. Installé en Champagne depuis sa retraite, il a publié plusieurs ouvrages sur la viticulture, l'archéologie du paysage, l'histoire et la vie locales.

Une première version de cette conférence a été donnée par l'auteur le 5 décembre 2014, en l'auditorium de l'Hôtel de ville de Paris, à l'occasion de la publication de son livre *Bataillons de typographes, de la casse au fusil (1870-1871)* aux éditions L'Harmattan.

Voici le texte de celle que nous avons entendue le 28 mai 2016. Illustrée de quarante-quatre images vidéo, elle avait pour titre :

De la casse au fusil
L'implication politique et militaire
des ouvriers et artisans de l'écrit en 1870-1871

Bienvenue à toutes et à tous. Mes remerciements vont à notre présidente, madame Nadine Najman, qui a revitalisé notre délégation régionale et qui, aujourd'hui, me permet d'exposer devant vous une page peu connue de notre histoire : l'épopée des gens du livre, typographes et journalistes, face au siège prussien de 1870 et durant la Commune de Paris en 1871.

Afin d'éviter tout malentendu, je tiens à préciser, pour les non-initiés, que le mot « casse », dans l'intitulé de cette conférence, n'est nullement le substantif du verbe casser ; il ne s'agit pas de la pulpe du cassier, du récipient du verrier, encore moins de l'empilement de vieilles voitures ; il s'agit uniquement de la boîte plate, divisée en cassetins, d'où les typographes lèvent les caractères.

De septembre 1870 à mai 1871, de nombreux typographes et journalistes parisiens (souvent ce sont les mêmes) ont abandonné la casse pour le fusil. Le mot « typographe » doit être pris dans son acception de l'époque. Il est générique et recouvre les travailleurs du livre et de la presse dans toutes leurs spécificités. Quant au mot « journaliste », il était alors peu usité : on parlait de « publiciste » (celui qui écrit pour le public). Depuis, par glissement sémantique, ce terme a évolué.

Je qualifierai donc ici tous ces artisans de l'écrit d'hommes de – et du – caractère.

Depuis la guerre de 1870, le temps et les générations passant, d'importants liens émotionnels se sont rompus. Seules les archives et les témoignages subsistent. Afin de ne pas commettre d'anachronismes, j'ai entrepris d'étudier les choix et les comportements politiques de ces hommes de et du caractère à partir des publications éditées au cours des décennies précédant cette période.

Je dérogerai ici à l'usage qui veut que l'on donne ses sources *in fine*. Je considère que les citer en préambule permet de mieux saisir la psychologie des acteurs et ce qui, en ces temps troublés, a pu forger leurs esprits et, sans faire de jeu de mots facile, ce qui imprimait les consciences.

Quelles sont donc mes sources ? Elles sont de quatre origines : les journaux, fort nombreux, plus de quatre-vingt-dix uniquement pour Paris ; les livres d'opinions, plus de cinquante ; les affiches et affichettes recensées, qui se comptent par centaines, et pour finir les archives militaires.

Je donnerai ici pour exemples quelques auteurs publicistes et typographes qui ont développé leur idéologie avant les deux sièges :

– Pierre Leroux, saint-simonien, journaliste et prote (chef d'atelier) au *Globe* en 1824 ;

– Victor Considérant, la même année, publie sa *Destinée sociale*. Il vulgarise la pensée tortueuse de Charles Fourier puis il publie en 1851 *La solution, ou le gouvernement direct du peuple* ;

- Joseph Proudhon, le père de la célèbre formule « *La propriété, c'est le vol* ». Journaliste au *Temps*, il énonce ses thèses fédéralistes en 1846 dans sa *Philosophie de la misère* et théorise sur l'agiotage ;
- la même année, Jules Michelet, typographe et historien, publie son *Histoire de la Révolution* ;
- Eugénie Mouchon, en 1848, femme de lettres fouriériste, travaille à *La voix des femmes* ;
- Claude Corbon, typographe, fonde la même année le journal ouvrieriste *L'Atelier* ;
- Auguste Blanqui, journaliste au *Libérateur*, publie en 1866, avec moult croquis, *Instruction pour une prise d'arme*.

Sans oublier les « Erckmann-Chatrion » de l'imprimerie : je veux parler de Décembre et Alonnier, typographes et hommes de lettres, parangons de la profession. Ils publient en 1862 leur *Dictionnaire de la Révolution française* ; en 1864, *Typographes et hommes de lettres* ; en 1866, le *Dictionnaire populaire d'histoire, de géographie, de biographie, de technologie, de mythologie, d'antiquités et de littérature* : 2 400 pages magistrales, somme inégalée de connaissances pour l'époque. En 1868, ils sortent un brûlot contre le Second Empire : *Le Coup d'État du 2 décembre 1851*. Décembre et Alonnier, dans *Typographes et gens de lettres*, concluaient leur ouvrage par cette phrase prémonitoire : « *Saluons tous les collaborateurs obscurs de la pensée humaine, ils ont donné le signal du triomphe de toutes les libertés, car l'imprimerie ne cessera d'être l'instrument de la liberté, si elle n'est la liberté elle-même.* »

Quant à mes sources livresques, pour les années 1871 à 1875, parmi les 298 publications inscrites au catalogue de la Bibliothèque nationale, je n'ai retenu que 54 ouvrages. Tous sont épuisés, mais accessibles sur le site *Gallica* de la BN.

Après lecture de ces 15 000 pages, j'ajouterai la consultation des archives du Service historique de la Défense et celles de la Ville de Paris. Ces dernières me furent transmises par deux membres de l'Institut d'histoire sociale du livre parisien. J'ai eu également accès au « Maitron » numérique, dictionnaire biographique du mouvement ouvrier et du mouvement social.

L'école Polytechnique m'a prêté un exemplaire du rapport du général Félix Appert. Ce dernier eut la charge de faire la synthèse des jugements des conseils de guerre tenus entre 1871 et 1875, à l'encontre de 43 000 accusés.

Enfin, auprès de l'Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam, riche d'ouvrages étrangers, j'ai pu étudier le point de vue des chroniqueurs et historiens prussiens.

Petite incidente : parmi mes recherches à Amsterdam dans le fonds Lucien Descaves, je suis tombé sur une liste manuscrite qui recense les Algériens condamnés à la déportation en Nouvelle-Calédonie. Sur les 20 000 tirailleurs algériens qui se sont battus contre l'envahisseur prussien, 10 000 sont tombés sur les champs de bataille, tant à Reischoffen qu'à Sedan et Orléans ; démobilisés, certains d'entre eux sont passés à la Commune.

Enfin, permettez-moi de vous signaler qu'il existe un fonds, trop peu connu et jusqu'à ce jour inexploité, je veux parler de la bibliothèque de la Chambre syndicale typographique parisienne. Elle détient un ouvrage manuscrit exceptionnel, en cinq volumes encore inédits. Ce document est daté : New York, 1874. Il est signé par Charles Verneuil et intitulé : *Journal démocratique de deux sièges*. Au jour le jour, ce typographe fort bien documenté a tenu son journal en vue d'une publication future, calibrant typographiquement ce texte

olographe. Il a sans doute dû se réfugier à New York après les tragiques événements de la Commune. Petite incidente : ce document contient également une liasse de lettres concernant un échange épistolaire avec Henri Rochefort, fondateur de *La Lanterne*.

Parmi les cinquante-quatre ouvrages que j'ai sélectionnés, il en est six, d'opinions contrastées, que je souhaite souligner. Ils furent essentiels à la reconstitution de l'épopée des typographes parisiens :

- *Souvenirs d'un franc-tireur par un volontaire suisse*, de Georges Guillaume, imprimeur et citoyen suisse ;
- *Histoire de la presse sous la Commune*, d'Albert Gagnière ;
- *Les huit journées de mai sur les barricades*, de Prosper-Olivier Lissagaray ;
- *Mes cahiers rouges*, de Maxime Vuillaume, dont les publications s'étalèrent de 1908 à 1934, grâce au soutien de Charles Péguy ;
- *Faits de guerre des bataillons de marche des arrondissements de Paris*, de Charles Dolivet, garde national au 6^e bataillon du IX^e arrondissement ;
- Enfin, *Histoire de la Commune de Paris en 1871*, par le Lotois Auguste Vidieu, abbé de son état et membre correspondant de l'Académie nationale de Reims.

Après avoir précisé mes sources, résumons succinctement l'anthropologie de ces artisans de l'écrit.

Les typographes, de tous temps, forment une population ouvrière très informée ; membres politisés et cultivés d'un commun métier, ils ne sont pas sans suivre avec intérêt les différents penseurs et acteurs de la vie politique car ils travaillent sur une matière stockable, référentielle, agissante et parfois subversive. Partant, les facultés qui découlent de leurs métiers font qu'ils ont toujours su que les mots sont chargés d'histoire.

Pour exemples, je citerai deux poètes : Raimbert de Paris, qui, au XII^e siècle, parle déjà de « comugne » et Pierre Gringoire qui, au XVI^e, fixe le mot « patrie ». Quant au politique Mirabeau, il innove en 1789 à la tribune du Tiers-État en prononçant pour la première fois le mot « communiste ». Tous ces lexèmes, maintes fois composés par les typographes et figés dans le plomb, portent leur genèse, et leurs étymons perdurent dans les imprimeries.

Dès lors, il paraît évident que les idées philosophiques, économiques et politiques développées au cours du XIX^e siècle imprègnent ceux, qui, les premiers, doivent les reproduire. En saisissant ces textes, les typographes participent depuis 1830 à l'élaboration d'une politique du peuple sapant les bases du suffrage censitaire en vigueur. Cette politique demeure le fondement de leur engagement.

Avec cette communication sur les hommes de et du caractère durant les sièges de 1870 et 1871, je me suis aussi employé, suivant la belle formule de Michelet, à « *Faire l'histoire de ceux qui n'ont pas d'histoire* ». J'ai choisi d'illustrer cet exposé avec des gravures d'époque exécutées par une corporation qui fut fort impliquée, les dessinateurs lithographes. Ils sont les photographes reporters de ce temps. Cette iconographie provient pour l'essentiel du *Monde illustré* et de *L'Illustration*.

Quel peut être le personnage emblématique de cette révolte annoncée ? Il est fier, ombrageux et farouchement épris de liberté. Il s'agit de celui qui, dans un premier temps, veut chasser l'envahisseur prussien, défendre son foyer et sauver la République. Il a résisté

aux privations et au siège prussien. Il a refusé le renoncement de Versailles puis, dans un second temps, il adhère aux idées communalistes qui appellent à construire une république émancipatrice. Ce personnage ne sera jamais honoré ; nul ne le citera au cours de cérémonies officielles ; il ne figurera pas sur les tables de nos héros. On ne narrera jamais ses exploits, il est inutile de le chercher dans les manuels scolaires, muets par principe sur les vaincus des luttes sociales.

Neuf mois d'intenses activités sociales, de résistances politiques et militaires, résumées en moins d'une heure, réhabilitant ce grand calomnié que fut le peuple ouvrier de Paris, est un défi que je vais tenter de relever. Immanquablement, je serai réducteur. Mais quittons l'émotion pour la raison et venons-en aux faits !

Le 2 septembre 1870, la défaite de Sedan cristallise le rejet de l'Empire ; c'est le détonateur des événements qui vont s'enchaîner. Napoléon III ayant capitulé et s'étant réfugié en Angleterre, la III^e République est proclamée le 4 septembre. Un Gouvernement de la Défense nationale est constitué mais les républicains se sentent humiliés. Paris ne peut se résoudre aux demandes de la Prusse. La capitale connaît une fébrile bataille idéologique. En ces temps d'affrontements et de tensions extrêmes, le pouvoir des mots est porteur de sentiments de haine, de peur et d'indignation.

On dénombre à Paris quatre-vingt-six clubs politiques. Ils sont animés par de fortes personnalités comme Georges Clemenceau, Eugène Yung, Jean-Baptiste Clément, Théo Ferré, Jean Allemane (typographe) ; mais aussi des femmes telles Louise Michel, Anne-Marie Menand, Hubertine Auclair, Nathalie Le Mel (relieuse)...

Les typographes fréquentent plusieurs clubs. Ils se distinguent dans trois d'entre eux : le club de la Patrie en danger, à l'imprimerie blanquiste, rue du Croissant, dans le 2^e ; le club Saint-Séverin, dans l'église de la rue Cujas, où le typographe Jean Allemane monte en chaire ; le club des internationalistes de l'École de médecine, dans le 6^e, siège du journal *La Lutte à outrance*.

Dès le début septembre, le nouveau Gouvernement de la Défense nationale est amené à prendre ses distances avec les impériaux. Les menaces prussiennes sur Paris rassemblent les républicains et les révolutionnaires de toutes tendances. Auguste Blanqui va jusqu'à offrir son concours au nouveau pouvoir.

Le premier siège s'installe ; 180 000 Prussiens encerclent la capitale. Le 5 septembre, plusieurs compagnies de volontaires se forment. Elles refusent la défaite. Des Suisses, des Belges, des Polonais et des Américains veulent défendre la République française et font indistinctement partie de ces corps.

C'est alors que typographes et journalistes s'organisent en francs-tireurs. Le 6 septembre, un groupe d'une douzaine de typographes proteste contre l'administration qui refuse de les inscrire sur un rôle d'un des bataillons. Le metteur en page Pierre-Étienne Brun, ami de Louis Greppo, ex-représentant du peuple à la Constituante de 1848, prend l'initiative de former un corps de volontaires qui appartiendra à la XIV^e légion (il faut savoir que chaque arrondissement de Paris a créé une légion qui a pris son numéro).

Brun déclare : « *Si l'on ne veut pas de nous dans les bataillons bourgeois, nous sommes assez nombreux pour former un bataillon tous seuls !* ». Le journal *Le Peuple* notera que ce sont plus de douze cents citoyens qui sont venus s'inscrire à ce nouveau bataillon. Cependant, le règlement de la Garde nationale précise que la mise en place des cadres doit se dérouler sous la présidence du maire d'arrondissement.

Trois jours plus tard, le 9 septembre 1870, c'est l'ancien typographe et ateliériste Henri Charles Leneuveux, maire du XIV^e, et son adjoint Charles Limousin, membre de l'Association internationale des travailleurs (A.I.T.), journaliste et imprimeur de *La Tribune ouvrière*, qui président la séance d'investiture. Le metteur en page Brun est élu commandant. Puis, le metteur en page à *L'Opinion nationale* Joseph Blanc avise un de ses voisins, le typographe Louis Ledrux, membre de l'A.I.T., qui accepte de se présenter aux fonctions de capitaine adjudant-major. On le retrouvera, sous la Commune, lieutenant-colonel puis gouverneur du fort de Vanves.

Le 136^e bataillon de la XIV^e légion est né. Il compte douze compagnies, soit un total de 1 418 hommes, dont plus de 600 typographes, d'où son surnom de « bataillon des typographes ».

En ce début septembre, les sociétés ouvrières de l'A.I.T. lancent un appel au peuple allemand, à la démocratie socialiste et à la nation allemande, dans lequel ils invitent l'occupant à retirer ses armées. Pour toute réponse, la capitale voit converger sur elle, dès le 15 septembre, de nombreuses troupes. Le 16, on signale une colonne de uhlans à Juvisy et à Ablon. Le 17, les hauteurs de Villeneuve-Saint-Georges sont occupées. Le 19, Châtillon tombe, mais le 23, par un effet de surprise de nuit, les Français réoccupent Le Moulin-Saquet, Les Hautes-Bruyères et Villejuif.

L'enceinte parisienne, durant le siège de Paris, est segmentée en neuf secteurs, et le 136^e bataillon est affecté au huitième secteur qui compte six bastions.

Le 9 octobre, typographes et journalistes rédigent un manifeste dans lequel ils tracent des instructions inspirées de l'an II. Ce programme se termine en ces termes : « *Citoyens, soyons énergiques, soyons calmes, soyons sévères, nous avons le bon droit pour nous, sachons le défendre, ... montrons au monde que les républicains de 1870 sont à la hauteur de leurs aînés de 1848, de 1830 et de 1792.* »

Un manifeste de même esprit est établi par les imprimeurs, les dessinateurs lithographes et les écrivains. Il est lu le 10 février 1871 en assemblée générale à l'École de médecine, sous la présidence du lithographe Franquin. Et il ajoute : « *Non, ce n'est pas une guerre loyale qu'on nous fait. On ne brûle pas des villes sans défense...* »

L'engagement des hommes du et de caractère se précise. Les gardes de nuit comme de jour commandent un roulement à tour de rôle qui permet aux hommes de se reposer. Sur l'effectif initial de 1 418 hommes que compte le 136^e, son commandant n'en dispose que de 402 le 19 janvier 1871 à Buzenval. Le 136^e, armé de fusils à percussion et canon lisse, a intégré le 17^e régiment de marche commandé par le lieutenant-colonel Ibos. Le même jour, le corps-franc des volontaires de Montrouge, appartenant également à la XIV^e légion, doit se déplacer et reçoit l'ordre de combattre sur la moitié est des hauteurs de Garches.

À 8 heures du matin, toujours le 19 janvier, le plan initial semble se dérouler comme prévu. Les Allemands sont surpris. Plusieurs officiers et hommes de troupes tombent sous la mitraille. Une cinquantaine de soldats allemands et le maréchal Gutfeld sont faits prisonniers. Les combats se déplacent alors vers l'ouest. La ferme de la Fouilleuse, au pied du mont Valérien, voit stopper plusieurs bataillons de la Garde nationale. Le major prussien Scheibert signale l'âpreté de ces combats dans son livre *Der Krieg von tausend arthundert siebzig (La Guerre de 1870)*. On y lit (je traduis) : « *L'action de nos batteries de campagne permet de reconquérir la gare de Saint-Cloud, mais cela se fit durement face aux bataillons de la Fouilleuse...* »

C'est là que se trouvait le 136^e. Durant l'assaut de la Fouilleuse, le tribut payé par le bataillon des typographes est lourd. Son commandant, Jules Nicolas Bonlaron, est tué ainsi

que treize autres typos. Si les pertes allemandes s'élèvent à 660 hommes, les nôtres totalisent plus de 4 000 hommes mis hors de combat. Après l'ordre de repli, les bataillons crient de rage. Ils comprennent qu'on les avait fait sortir pour les sacrifier. Ce point de vue est corroboré par le rapport du colonel Chaper qui fait mention des propos tenus par un officier d'infanterie ennuyé dans cette affaire ; je cite : « *Nous allons donc faire écrabouiller un peu la Garde nationale, puisqu'elle en veut.* »

Cette humeur militaire est partagée par plusieurs haut gradés. Elle est retranscrite par l'historien allemand Auguste Trinius lorsqu'il relate l'interrogatoire mené par un officier français envers le maréchal Gutfeld, fait prisonnier lors du premier assaut sur Montretout. À la question lui demandant comment les Français avaient combattu à Wissembourg, il répondit : « *Très courageusement !* », mais il ajouta qu'ils n'avaient jamais si mal combattu que durant la journée du 19 janvier. Alors l'officier rétorqua : « *Ce n'était que pour accoutumer les mobiles au feu !* » Et l'historien allemand de poursuivre : « *Le maréchal ajouta quelques mots contre l'inutilité de sacrifier autant d'hommes.* »

Concomitamment aux ouvriers du livre, les journalistes parisiens, à l'initiative de l'ancien quarante-huitard Olivier Gloud, plus connu sous le pseudonyme de Gustave Aymard, avaient créé le bataillon des francs-tireurs de la presse. Bien avant la défaite de Sedan, les journalistes s'étaient investis en créant, par l'union de cinq journaux, *Les Ambulances de la Presse*. Émile de Girardin en assurait la présidence.

Le 28 octobre 1870, le général de Bellemare accepte l'initiative d'une sortie au nord-est de Paris ; il donne aux 260 francs-tireurs de la presse le feu vert pour déloger les Prussiens qui occupent Le Bourget. Grâce à la ruse d'un franc-tireur qui trompe une sentinelle prussienne en lui parlant allemand, les compagnies engagent une fusillade acharnée et, à 6 heures, les maisons du village sont investies. L'ennemi bat en retraite et rejoint ses lignes vers le Pont-Yblon. Le Bourget ainsi libéré permet aux francs-tireurs de la presse et aux mobiles de la Seine d'y prendre position. À peine établies, les troupes françaises reçoivent le feu de trente batteries prussiennes. La riposte française est jugée trop inférieure avec ses seules trois pièces d'artillerie. Le général de Bellemare décide de les faire retirer. Vers 19 heures, les francs-tireurs, qui tiennent une ferme, entendent un bruit de troupe qui s'approche. À la faveur de l'obscurité, l'ennemi enfonce une porte du bâtiment. Le combat dure une demi-heure dans une fusillade nourrie obligeant les prussiens à battre en retraite.

Dès l'aube, 15 000 Prussiens se regroupent dans la plaine et les bombardements ennemis reprennent, détruisant les maisons, les murs crénelés et les arbres susceptibles de servir de refuges. Edmond Rousset, rédacteur au *National*, reste seul comme officier. Au matin du troisième jour, dans la ferme, les francs-tireurs de la presse ont perdu quatre-vingts hommes. À 7 heures les bombardements reprennent, puis une ligne d'attaque ennemie réussit une charge en tirailleur et pénètre dans le village. La ferme est enlevée à la baïonnette. À 11 heures, les quelques survivants, à court de munitions, sont faits prisonniers.

Sur les 260 hommes que comptait le bataillon de la presse, 225 sont perdus. Le bataillon des francs-tireurs de la presse a vécu. Louis Jezierski, rédacteur à *L'Opinion nationale*, peut écrire dans son ouvrage sur les combats et batailles du premier siège : « *Tout le mérite de nos généraux doit-il consister à bien organiser des retraites ?* » Parmi les rares rescapés du Bourget, on retrouve Albin Villeval, metteur en page à *L'Universel*. Après le 18 mars, il sera nommé officier d'état-major et deviendra le secrétaire d'Amouroux.

Depuis la révolution française, l'exposition d'écrits sur les murs constitue un enjeu politique majeur. L'imprimeur Alban Chaix (celui des horaires de chemin de fer) prend une initiative privée. Il fait appel à ses ouvriers pressiers pour servir la République en danger et offre gracieusement une série d'affiches destinées à l'instruction militaire des gardes nationaux.

Les échecs militaires répétés du 30 novembre au 2 décembre 1870, conjugués à la pénurie alimentaire et aux bombardements de janvier sur la capitale, discréditent définitivement le Gouvernement de la Défense nationale.

Il convient de s'arrêter un instant sur les prix de l'alimentation. Le salaire journalier d'un compositeur oscille entre huit et douze francs, il lui faut travailler plus de deux jours pour se nourrir d'un chat et plus d'une semaine pour acquérir un kilo de beurre. Le 6 janvier, l'accablement du peuple parisien s'exprime sur les murs : c'est l'affiche rouge, traduction politique du désespoir et de la colère, annonciatrice de la révolte.

Le 22 janvier, les gardes nationaux tentent de s'emparer de l'Hôtel de ville. Le gouvernement réprime l'émeute et interdit les clubs. Le 28 janvier, après la chute de Belfort, Jules Favre signe l'armistice qui décrète le désarmement des troupes françaises, le versement d'une première indemnité de 200 millions et, malgré la levée du siège, garantit les forts de la capitale aux Allemands. La convention d'armistice stipule également l'élection sous trois semaines d'une assemblée qui doit se prononcer sur la poursuite de la guerre ou la conclusion d'une paix avec la Prusse.

Les républicains se divisent sur la question de la paix. Le 8 février s'ouvre le scrutin pour l'élection d'une nouvelle Assemblée nationale. Sans campagne électorale, avec quarante-trois départements occupés, de nombreux prisonniers éloignés du scrutin, des réfugiés exclus de la consultation et des ruraux remis sous la coupe de leurs représentants habituels, monarchistes et bonapartistes obtiennent 64 % des sièges. Cette nouvelle Assemblée se pose à Bordeaux. Adolphe Thiers y est institué chef du pouvoir exécutif.

Le 1^{er} mars, les conclusions des pourparlers avec Bismarck sont soumises aux votes de l'Assemblée de Bordeaux (546 voix pour, 107 contre). Le 3 mars, les Allemands quittent la capitale mais la France perd l'Alsace, un tiers de la Lorraine, et doit payer une indemnité de guerre de cinq milliards en trois ans ; les départements du nord et de l'est ne seront évacués qu'au fur et à mesure des paiements. L'Assemblée nationale quitte Bordeaux et s'installe à Versailles. Ce choix est perçu comme une humiliation par le peuple de la capitale, qui a tant souffert du siège allemand.

Le 11 mars, après l'arrêté du général Vinoy sur la presse indocile, le Conseil de guerre condamne par contumace Blanqui et Flourens à la peine de mort. Le 15, les votes des représentants de la Garde nationale au Comité central traduisent les sentiments hostiles du Paris populaire à l'endroit du gouvernement de Thiers. Le 17, Thiers et ses ministres souhaitent récupérer l'artillerie montmartroise. Dans sa proclamation aux habitants de Paris, affichée sur les murs, il affirme : « *Le Gouvernement institué par la Nation tout entière aurait déjà pu reprendre les canons dérobés à l'État.* »

Le 18, vers 3 heures du matin, les troupes de Thiers surprennent les gardes de Montmartre et blessent mortellement un factionnaire. Mais les chevaux militaires pour évacuer l'artillerie sont insuffisants. Ce contretemps permet de donner l'alerte. La foule assemblée neutralise les attelages. Le général Lecomte ordonne le feu mais le sergent Verdaguer appelle ses camarades à poser les armes à terre. Les lignards du 88^e obéissent et la fraternisation est générale. À 10 heures, Thiers reçoit le message suivant : « *Mauvaises nouvelles de Montmartre. Troupe n'a pas voulu agir. Les pièces et les prisonniers repris par les insurgés ne paraissent pas descendre...* »

De ce refus de céder les canons naît la Commune. Cet événement catalyseur met fin à une période débutée vers la fin du siège prussien, pendant laquelle coexistaient trois pouvoirs : un pouvoir de fait, celui des maires d'arrondissement élus les 5 et 6 novembre 1870 ; un pouvoir légal, celui de l'Assemblée nationale établie le 17 février 1871 ; un pouvoir potentiel,

celui des fédérés du Comité central de la Garde nationale élus le 15 mars. Le typographe Jean Allemane est l'un des premiers à déclencher l'insurrection dans le V^e arrondissement. Il fait sonner le tocsin puis, à la tête de son bataillon, occupe l'École des mines et le palais du Luxembourg. Le 18 mars, le bataillon des typographes sort du XIV^e arrondissement et occupe la préfecture. Il y laisse quelques gardes jusqu'au 2 avril, dont le correcteur Charles Da Costa.

Les Parisiens n'entendent pas se faire déposséder du projet de réaliser l'unité des républicains socialistes. Le Comité central de la Garde nationale convoque les Parisiens le 22 mars afin d'élire un conseil de la Commune. Il compte recevoir la légitimité du suffrage populaire. Mais, première césure, trente-quatre journaux appellent les électeurs parisiens à considérer que cet acte de souveraineté ne peut appartenir qu'à Versailles. Cet appel de la presse conservatrice reçoit un certain écho.

Le 22 mars, un rassemblement initié par l'amiral Saisset, ayant pour but d'occuper le palais de l'Industrie, le ministère de l'Intérieur et l'Élysée, voit les gardes fédérés se mettre en défense face aux parlementaires. Un millier de manifestants s'engage dans la rue de la Paix. Le tambour exécute alors les roulements qui précèdent les sommations, mais il n'interrompt pas l'avancée des protestataires. Louis Maljournal, ouvrier relieur et ami d'Eugène Varlin, remplit ce jour-là ses fonctions de lieutenant d'état-major. Un coup de feu claque, suivi par de nombreux autres. Les fédérés font quinze morts et dix blessés dans les rangs des manifestants. Louis Maljournal, s'avançant afin de faire cesser le feu, est blessé involontairement par l'un de ses hommes. Après ces événements tragiques, les élections sont reportées au 26 mars et l'opposition comprend que désormais les fédérés ne reculeront pas pour rester maîtres du terrain. Le 26 mars, 47 % du corps électoral parisien se rend aux urnes. Seuls sept arrondissements sur vingt voient une majorité de leur corps électoral se déplacer.

Pour gouverner, il faut faire savoir. En septembre 1870, deux jours après la proclamation de la III^e République, l'imprimerie d'État, d'impériale devient nationale. Elle fait partie des instruments de la défense nationale. Le directeur bonapartiste Anselme Pétetin est remplacé par le républicain Jean-Barthélemy Hauréau. Le 18 mars 1871, l'Imprimerie nationale (I.N.) est cernée par le 86^e bataillon de fédérés commandé par le typographe Louis-Guillaume Debock. L'imprimerie est réquisitionnée. Debock fait chercher les ouvriers dont il a la liste. Il fait alors imprimer et porter les premières affiches à l'hôtel de ville de Paris dans la nuit du 18 au 19 mars. Dans les jours qui suivent, les principaux cadres de l'I.N. sont relevés de leurs fonctions. Sur 900 employés, seuls 80 quittent l'établissement. Entre le 19 mars et le 25 mai 1871, l'I.N. produit essentiellement des affiches. Leur profusion, lors des élections et de la mise en place des institutions communalistes, confirme la méta-stratégie du typographe Louis Debock et des dirigeants de la Commune.

Le *Journal officiel* des premiers jours de la Commune déclare vouloir respecter la liberté de toute la presse et espère que chaque journal comprendra que son devoir est de placer ce droit dans la considération de la vérité, de la justice et de la République. La presse est prolifique. On dénombre 147 journaux et publications diverses. Parmi les plus diffusés, citons : *Le Père Duchesne*, *Le Cri du peuple*, *La Caricature*, *Le Vengeur*, *Le Mot d'ordre*, *La Bouche de fer...* La bataille de l'information est relayée dans les ateliers. Ceux qui savent lire y lisent à haute voix les journaux (dans les faubourgs de la capitale, seuls 40 % des femmes et 50 % des hommes savent lire et écrire). Cependant, le 19 mai, devant les écrits de la presse conservatrice, un arrêté du Comité de salut public viendra mettre fin aux principes énoncés plus haut.

Le 3 avril, après avoir regagné leur secteur, trois compagnies de marche du 136^e, commandées par le typographe Louis Ledrux, s'engagent sur le plateau de Villacoublay. Elles ont pour objectif d'attaquer les troupes de Versailles. Vers 7 heures, une colonne de

fédérés dissipe les avant-postes versaillais et envoie un officier fédéré reconnaître la route qui commande Villacoublay. L'estafette, à son retour, annonce que les chemins sont libres. Vers 1 heure de l'après-midi, les typographes s'avancent sans crainte quand, près du hameau de La Garenne, la fusillade éclate. L'engagement se fait aux cris de : « À Versailles ! » et « Vive la Commune ! »

On tire pendant plusieurs heures. Dans son élan, le 136^e déborde sur sa gauche les volontaires de Montrouge mais, à l'abri d'un petit bois, les Versaillais dirigent une fusillade nourrie. Plusieurs gardes sont grièvement blessés. Les cartouches viennent à manquer. Pour déloger les troupes versaillaises, quelques obus auraient suffi mais l'artillerie était absente. Les fédérés ont reçu pour seul ordre de bataille : « Allez de l'avant. » *Le Petit journal* indiquera : « *Trois fois, devant les lignes de l'armée, les fédérés sont repoussés et, lorsqu'ils se reforment en colonne, les obus pleuvent au milieu d'eux, éclatant de toutes parts, tuant et blessant beaucoup de monde.* »

Les officiers fédérés ordonnent la retraite mais 8 000 Versaillais de la division Pellé fondent sur le 136^e. Vers 5 heures du soir, ses blessés sont conduits sur le plateau de Châtillon. Ils ne trouvent plus de vivres, ceux-ci ayant été distribués aux compagnies sédentaires arrivées pendant les combats de Villacoublay.

Le 4 avril, l'attaque de la redoute de Châtillon par les troupes de Versailles est un succès. Plus de 1 500 fédérés sont faits prisonniers. Châtillon est pris à la baïonnette. Ce même jour, Duval, général de la Commune, est fait prisonnier et fusillé en compagnie du commandant des volontaires de Montrouge. Après cette défaite, de nombreux fédérés, indignés de cette folle sortie, quittent leur bataillon.

Le 5 avril, Ledrux reçoit l'ordre d'escorter un convoi de munitions destiné au fort de Vanves. Après une semaine il en reçoit le commandement.

Le 8 avril, la XIV^e légion, commandée par le colonel Louis Wetzel, le rappelle pour reprendre le commandement du 136^e. Il refuse et fait élire à sa place Léopold Deretz.

Le 10, le 136^e bataillon essuie les tirs croisés des pièces de campagne qui, depuis les hauteurs de Meudon et Châtillon, engagent le fort de Vanves.

Dans la nuit du 14 au 15, il y a plusieurs blessés, tant aux avant-postes que dans les tranchées, mais le moral ne fléchit pas. Durant cette première quinzaine d'avril, les escarmouches n'ont pas cessé et la chasse aux réfractaires a permis à la XIV^e légion d'augmenter ses effectifs avec de nouvelles recrues. L'état de ce recensement fait apparaître dix-sept jeunes volontaires, tous ouvriers du livre.

Le 19 avril, toutes les unités versaillaises du génie commencent la fabrication des accessoires nécessaires à une attaque générale (gabions, échelles, etc.). Le même jour, le lithographe Léon Naze, commandant le bataillon des Défenseurs de la République, adresse une missive au général Jaroslaw Dombrowski, commandant en chef de la Garde nationale. On peut, entre autres points, y lire : « *Général, 660 hommes sont résolus à mourir s'il le faut ! Pourquoi les laissez-vous dans l'inactivité ?* » – « *Donnez des armes à mon bataillon de francs-tireurs lésés par dix-huit ans d'Empire !* » Et il conclut son courrier ainsi : « *Faites-nous obtenir des chassepots, mes hommes n'étant habitués qu'à cette arme.* »

Le 29 avril, sept batteries ouvrent le feu sur les forts d'Issy, Vanves et Montrouge. Le lithographe Léon Naze a été entendu : ses troupes ont reçu deux cents chassepots et viennent défendre le fort d'Issy jusqu'au 2 mai. Au cours de cette période, on retrouve le 136^e aux avant-postes de la Porte Maillot et de Saint-Cloud. Cependant, durant la première semaine de mai, ses effectifs régressent ; l'examen attentif des soldes versées fait

apparaître une diminution de 242 hommes. D'autres bataillons de la XIV^e légion sont encore plus affectés.

Le 4 mai, Louis Ledrux est nommé colonel du premier régiment en formation de la brigade Émile Eudes, ex-correcteur d'imprimerie et journaliste. Ledrux quitte le fort de Vanves. Le 136^e se retrouve sous ses ordres et reprend la défense du huitième secteur qui couvre les portes sud de Paris.

Le dimanche 21 mai, les troupes versaillaises franchissent les remparts et le bataillon des typographes est contraint d'abandonner Montrouge. Afin d'éviter toute fraternisation, Thiers demande aux officiers de mettre en première ligne les soldats provinciaux ne parlant pas le français (Auvergnats, Basques, Savoyards, Bretons...). L'étau se resserre. Jaroslaw Dombrowski, général de la Commune, envoie un rapport alarmant qui conclut avec prémonition : « *Il manque des artilleurs et des travailleurs pour ralentir la catastrophe.* » Le général La Cécilia, garibaldien et ex-correcteur chez Chaix, est comme Dombrowski mis en échec dans sa défense du centre de Paris. Seul, le général Valéry Wroblewski, sur la rive gauche, réussit à pousser son offensive jusqu'à Choisy-le-Roi où il fait arborer le drapeau rouge sur l'église du village. Ces différents combats sont sans conséquence sur l'armée de Thiers.

Le 21, après avoir défendu la barricade de la rue de l'Ouest, le 136^e se replie chaussée du Maine où il tient un temps en échec les troupes du général Chissey. Puis il se bat ensuite rue du Bac. Le 22, il affronte au carrefour de la Croix-Rouge la 2^e division du général Susbielle. Plusieurs fédérés sont faits prisonniers.

Le 23, le 136^e tient la place de l'Observatoire. Le typographe Xavier Colson, ancien quarante-huitard, est blessé. De son côté, au Panthéon, le typographe Jean Allemane a pu récupérer le 59^e bataillon qui a échappé aux versaillais rue Lecourbe. Il le charge de couvrir les rues Vavin et Bréa. Cependant, lorsque l'artillerie versaillaise établie au Trocadéro commence à bombarder Paris, un mot d'ordre court : « *Chacun dans son quartier.* » Le 136^e refuse cette stratégie. Le général La Cécilia, quant à lui, demande d'évacuer les troupes mais il se perd dans le chaos des bataillons et rien n'est prévu pour mettre Montmartre à l'abri d'un coup de main. Le 136^e passe la Seine et se bat aux Tuileries, puis à la Chaussée d'Antin.

Le vendredi 26 mai, il parvient au pied des Buttes-Chaumont en compagnie des débris des bataillons de tous les quartiers. Les troupes versaillaises mises en échec durant quatre heures place Blanche entrent rue Lepic et abordent la butte Montmartre par le nord.

Le samedi 27, les barricades de la place du Trône arrêtent le général Vinoy, mais d'autres troupes versaillaises enveloppent La Villette et contournent les barricades de la Rotonde par les rues Lafayette et d'Aubervilliers, ainsi que par les boulevards extérieurs. Faute de munitions et battues depuis trois jours par l'artillerie, les Buttes sont réduites au silence.

Selon le témoignage de Louis Ledrux, consigné par Maxime Vuillaume dans *Mes cahiers rouges*, le bataillon des typographes a perdu les trois quarts de ses effectifs au cours de la semaine sanglante. Et Ledrux de conclure : « *Je crois bien que sur les 205 bataillons qui se rallièrent au Comité central lors de la première réunion du 11 mars au Tivoli Vaux-Hall, il n'en est pas qui firent preuve de plus de dévouement et d'une tenace bravoure.* »

Jusqu'au 29, plusieurs fédérés se réfugient dans les premières maisons du village des Lilas. Des Prussiens accompagnent les gendarmes français, fouillent les maisons et arrêtent tous ceux qui portent l'uniforme des gardes nationaux. Le 30 mai 1871, l'ordre germanico-français règne sur Paris.

Je passerai sur la répression qui s'en suivit, mais requiers encore votre attention sur le rapport établi par le général Appert qui fut présenté devant l'Assemblée nationale le 25 juillet 1875. Les éléments de ce rapport nous informent que 13 % des membres de l'A.I.T. condamnés par les tribunaux militaires sont issus de l'écrit. Le rapport Appert précise aussi les grades des fédérés prisonniers ressortissants du livre : 192 officiers, 69 sous-officiers et 556 gardes. Cette statistique ne prend pas en compte les libraires, les relieurs et les fondeurs de caractères. Le rapport ne fait pas état de la profession de trois généraux de la Commune : Émile Eudes et Napoléon La Cécilia, correcteurs, et Jules Bergeret, typographe. D'autres professionnels du livre appartenant à divers corps francs furent également arrêtés parmi les tirailleurs éclaireurs commandés par le typographe Julien Morel et parmi les Défenseurs de la République, alias les Turcos de la Commune, commandés par le lithographe Léon Naze.

Quel est le nombre de ces travailleurs au service de l'écriture qui connurent en quelques mois la guerre, l'invasion, l'occupation, le siège, les restrictions alimentaires, les bombardements et la guerre civile ? Nul ne pourra l'écrire avec précision ! Mais le second siège parisien, né de la Commune, demeure la clef de notre histoire républicaine parce qu'il a définitivement paralysé l'élan monarchiste.

C'est ici qu'apparaît le sophisme versaillais. Je m'explique : après juin 1848 est né le suffrage universel, vite suivi par l'émergence du Second Empire ; cependant les soldats d'Eugène Cavaignac n'avaient tué que 3 000 prolétaires. En mai 1871, les Versaillais de Thiers en tuent 30 000. Dès lors, les possédants peuvent se donner à la République puisque les idées révolutionnaires en semblent extirpées.

D'une façon plus cruelle et paradoxale, en criblant de balles les fédérés tombés à Villacoublay, aux Tuileries, aux Buttes-Chaumont et au mur du Père-Lachaise, les Versaillais optent finalement pour la République ; celle-ci leur agrée parce qu'elle a fait preuve d'une vigueur exceptionnelle envers ceux qui ont agité le drapeau du socialisme.

Suite à cette guerre civile, Victor Hugo put écrire : « *Le cadavre est à terre mais l'idée est debout.* »

Que tous ces acteurs fussent anarchistes, ateliéristes, blanquistes, communistes, fouriéristes, francs-maçons, internationalistes, proudhoniens, possibilistes ou socialistes, tous **de** et **du** caractère, ils ont marqué d'une empreinte indélébile la culture des artisans de l'écrit.

Leurs sensibilités perdurent ; elles innervent encore aujourd'hui les organisations syndicales du labeur et de la presse.

Je vous remercie de votre attention.

Bernard Boller